

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la Commande Publique

CONTROLE DES SORBONNES DE LABORATOIRE 2026-2030

GROUPEMENT DE COMMANDES COMPOSE DE :

L'Université de Strasbourg
Le Centre National de la Recherche Scientifique – Délégation Alsace

Université de Strasbourg
Direction des Finances - Département Achat Marchés
Institut Le Bel
4 rue Blaise Pascal
CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
<u>1.1 - Objet du contrat</u>	4
<u>1.2 - Décomposition du contrat</u>	5
<u>1.3 - Type d'accord-cadre</u>	5
<u>1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande</u>	5
<u>1.5 Condition d'exécution à caractère social et environnemental</u>	6
2 - Pièces contractuelles	9
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	10
4 - Protection des données à caractère personnel.....	10
5 - Durée et délais d'exécution	13
<u>5.1 - Durée de l'accord-cadre</u>	13
<u>5.2 - Délais d'exécution</u>	14
6 - Prix	15
<u>6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués</u>	15
<u>6.2 - Modalités de variation des prix</u>	15
7 - Garanties Financières	16
8 - Avance	16
<u>8.1 - Conditions de versement et de remboursement</u>	16
<u>8.2 - Garanties financières de l'avance</u>	17
9 - Modalités de règlement des comptes	17
<u>9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs</u>	17
<u>9.2 - Présentation des demandes de paiement</u>	17
<u>9.3 - Délai global de paiement</u>	18
<u>9.4 - Paiement des cotraitants</u>	18
<u>9.5 - Paiement des sous-traitants</u>	18
10 - Conditions d'exécution des prestations	19
<u>10.1 - Adresse d'exécution</u>	19
<u>10.2 - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire</u>	19
<u>10.3 - Stockage, emballage et transport</u>	19
<u>10.4 - Plan de prévention</u>	19
<u>10.5 - Réunions</u>	19
<u>10.6 - Production de statistiques</u>	20
12 - Constatation de l'exécution des prestations	20
<u>12.1 - Vérifications</u>	20
<u>12.2 - Décision après vérification</u>	20
13 - Garantie des prestations	21
14 - Pénalités	21
<u>14.1 - Pénalités pour retard</u>	21
<u>14.2 Pénalités relatives au pilotage du contrat</u> :.....	22

<u>14.3 – Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation</u>	22
<u>14.4 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel</u>	22
<u>14.5 – Pénalité pour travail dissimulé</u>	22
<u>14.6 Exonération et plafond des pénalités</u>	22
15 – Assurances	23
16 – Résiliation du contrat	23
<u>16.1 – Conditions de résiliation de l'accord-cadre</u>	23
<u>16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire</u>	24
17 – Règlement des litiges et langues	24
18 – Clauses complémentaires.....	25
<u>18.1 – Clause de réexamen</u>	25
<u>18.2 – Défaillance du titulaire</u>	25
<u>18.3 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail - Protection de l'environnement</u>	25
<u>18.4 – Changement de dénomination sociale du titulaire</u>	26
<u>18.5- Changements affectant le titulaire</u>	26
<u>18.6 – Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat</u>	26
<u>18.7 Protection des données à caractère personnel</u>	26
<u>18.8 – Production de statistiques</u>	26
<u>18.9 – Clause séparatisme</u>	27
19 – Dérogations	27

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

établi en application du Code de la commande publique (CCP)

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

LE CONTROLE DES SORBONNES DE LABORATOIRE 2026-2030

Il concerne plus particulièrement les contrôles périodiques et essais de réception / qualification de sorbonnes de laboratoire selon des références internes (cf. annexe 1) issues des normes NF EN 14175 et XP X 15-203 (septembre 1996).

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Procédure passée en groupement de commandes :

La présente procédure est portée par l'Université de Strasbourg et couvre les besoins des établissements suivants :

✓ **L'Université de Strasbourg (Unistra)**

4, rue Blaise Pascal - CS 90032
67070 STRASBOURG CEDEX

✓ **Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Délégation Alsace,**

23 rue du Lœss – BP 20
67037 Strasbourg Cedex 2

En application de l'article L2113-7 du Code de la commande publique, la présente convention confie au membre coordonnateur du groupement :

- La charge de mener la procédure de passation du marché au nom et pour le compte de tous les membres du groupement ;
- La coordination du pilotage de l'exécution du marché concernant la validation des révisions de prix ainsi que la conclusion des avenants intervenant au cours de l'exécution du marché.

Le coordonnateur du groupement s'engage à signer, avec le contractant retenu et pour tous les membres du groupement, un marché à hauteur des besoins de l'ensemble des membres.

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution pour la part qui lui incombe (émission des bons de commande et application des pénalités)

Dans tous les cas, aucun des membres du groupement ne peut ni remettre en cause le choix opéré dans le cadre du groupement en concluant le marché avec un autre prestataire, ni modifier l'objet du marché.

Les lieux d'exécution sont répartis entre l'Université de Strasbourg et le CNRS :

Campus	UNISTRA	CNRS
Campus Esplanade	X	X
Campus Illkirch Graffenstaden	X	
Campus Cronenbourg	X	X
Campus Médecine	X	
L'Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M)		X

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre sans minimum et avec un maximum fixé comme suit :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	TOTAL
UNISTRA					
Contrôle des sorbonnes	172 K €	172 K €	172 K €	172 K €	688 K €
CNRS DRD10					
Contrôle des sorbonnes	46 K €	46 K €	46 K €	46 K €	184 K €
TOTAL	218 K €	218 K €	218 K €	218 K €	872 K €

L'accord-cadre, qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, donnera lieu à l'émission de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins des établissements membres du groupement.

L'accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique.

1.4 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils devront être exécutés dans les délais contractuels maximum d'exécution fixés à l'article 5.2 du présent CCAP.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- l'identification complète du service ou de la composante émettrice du bon de commande (nom, adresse, téléphone) ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la quantité des fournitures à livrer ;
- les prix unitaires hors taxes et toutes taxes comprises ;
- le montant du bon de commande faisant apparaître le montant HT, la TVA et le montant TTC ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le cas échéant, les horaires et les modalités spécifiques de livraison ;
- les délais de livraison.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégataires pourront être honorés par le titulaire.

1.5 Condition d'exécution à caractère social et environnemental

1.5.1 Plan de progrès

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte la consommation d'énergie des sorbonnes, ainsi que l'impact environnemental de la prestation en tant que telle. Les démarches durables sur lesquelles s'engagent le titulaire sont indiquées dans son offre, ainsi qu'à l'article 4 du CCTP concernant le plan de progrès.

1.5.2 Clause de sociale de formation

Cette clause sociale de formation est facultative. Elle peut être librement proposée par les candidats qui le souhaite.

1.5.2.1 – Mise en place de l'action de formation

Dans le cadre de la clause sociale de formation, le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de cent cinquante (150) heures, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative de l'acteur de l'Education nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

1.5.2.2 – Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

1.5.2.3 – Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise

» – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à l'Université de Strasbourg par le titulaire.

Le titulaire transmet également à l'Université de Strasbourg la convention de stage tripartite signée. S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer l'Université de Strasbourg et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, l'Université et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis à l'Université de Strasbourg accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

1.5.2.4 – Contrôle et évaluation de l'action de la formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de l'Université de Strasbourg ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à l'Université de Strasbourg :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer l'Université de Strasbourg au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par l'Université de Strasbourg, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord- cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire comprenant :
 - Le Cadre de Réponse Financier
 - Le Cadre de Réponse Technique
 - Un rapport pour un contrôle de routine pour une sorbonne suivant la norme NF EN 14175-4 (correspondant au contrôle n°3 du BPU)
- Les 8 annexes :
 - Annexe 1 : Conditions de conformité 2025
 - Annexe 2 : Exemple de trame
 - Annexe 3 : Liste des Sorbonnes de l'Unistra
 - Annexe 4 : Liste des sorbonnes du CNRS
 - Annexe 5 : Clause sociale de formation le cas échéant
 - Annexe 6 : Clause sociale de formation - fiche entreprise le cas échéant
 - Annexe 7 : CNRS_Planning prévisionnel d'exécution des prestations 2025
 - Annexe 8 : UNISTRA_Planning prévisionnel d'exécution des prestation 2026
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les locaux de l'université font foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du contrat est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du contrat.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter les prestations.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable de l'acheteur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas, ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation des prestations, ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature du contrat et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat, à savoir :

- Nom et prénom de l'agent concerné par le traitement ;
- Ses coordonnées professionnelles (adresse postale professionnelle, courriel et numéro de téléphone).

4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à dpo@unistra.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

4.2.8 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

L'acheteur a désigné un délégué à la protection des données joignable à l'adresse suivante : dpo@unistra.fr

4.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

4.4 – Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation, les pénalités prévues à l'article 14.2 du CCAP s'appliquent.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une **période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.**

En cas de non-respect de ces délais, des pénalités de retard pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du présent CCAP.

5.2.2 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6 - Prix

6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations objet du marché sont réglées par application des **prix unitaires**, exprimés en euros, appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Le bordereau de prix unitaires affiche, par prestation référencée :

- Le prix unitaire en euros HT de l'unité d'œuvre
- Le taux de TVA
- Le prix unitaire en euros TTC de l'unité d'œuvre

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment des éventuels frais de gestion, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2 – Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix unitaires sont **révisables annuellement**, à la hausse comme à la baisse, pendant toute la durée du marché, à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application aux prix initiaux de l'accord-cadre selon la formule paramétrique suivante :

$$Cr = (Sn/S0)$$

dans laquelle :

- S0 : valeur de I au mois zéro
- Sn : dernière valeur définitive de l'indice I publié le 1^{er} jour du mois n.

Choix de l'indice de référence

S : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008. Identifiant 001565183

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG- FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euro le plus proche.

Les révisions de prix font l'objet d'une validation préalable du pouvoir adjudicateur. A cet effet, le titulaire s'engage à faire parvenir ses prix révisés (le bordereau des prix unitaires révisé) par courrier électronique au département des achats et marchés de l'université de Strasbourg (dam@unistra.fr).

La transmission s'effectue sous la forme d'un fichier de type Excel avec un préavis minimum de 2 mois avant la date anniversaire du marché.

La seule transmission des prix révisés à l'administration n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix ne pourront en effet entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par l'Université de Strasbourg.

A défaut d'acceptation expresse, la proposition de nouveau bordereau de prix est réputée rejetée pour tous les établissements membres du groupement.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à **deux (2) mois**, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

La facturation intervient à l'issue de l'admission.

Les fournisseurs émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et de leurs établissements publics respectifs ont l'obligation d'utiliser la facturation électronique.

Une solution technique mutualisée, dénommée « Chorus Portail Pro 2017 » (CPP), permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mise à disposition des fournisseurs gratuitement.

Ce portail électronique mutualisé est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le numéro SIRET de l'université (130 005 457 00010) est nécessaire, ainsi que le numéro d'engagement financier SIFAC ou le numéro du bon de commande transmis au titulaire du contrat par le/les service(s) ou composante(s) concerné(s).

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement seront fixés en application de articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

En matière de facturation électronique et par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG-FCS, chaque cotraitant admis au paiement direct est autorisé à transmettre sur Chorus Pro sa demande de paiement, laquelle doit faire l'objet d'une validation du mandataire du groupement.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Les conditions et modalités d'exécution des prestations sont définies dans le CCTP.

10.1 – Adresse d'exécution

Les prestations seront exécutées aux adresses indiquées sur chaque bon de commande.

10.2 – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Le cas échéant, les matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire par l'acheteur en vue de l'exécution du contrat sont remis sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

10.3 – Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

10.4 – Plan de prévention

Pour l'Université de Strasbourg : avant toute intervention, une visite obligatoire sera organisée avec le titulaire sur les différents sites d'intervention afin d'établir un plan de prévention annuel avec le SPSE.

Pour le CNRS : Afin d'organiser les contrôles, le STL se chargera de faire le lien avec les Correspondants technique en bâtiment (CTB) qui sont les référents pour chacun des laboratoires et seront les contacts de proximité pour l'exécution des prestations. De même, le prestataire en charge de la maintenance sera mobilisé pour répondre aux questions du titulaire sur les installations de ventilation.

Dans l'objectif de limiter l'impact de fonctionnement pour les laboratoires, la durée de campagne est souhaitée sur une durée de 2 semaines. Le titulaire mettra en œuvre les moyens humains et organisationnel pour y répondre.

A noter, des plans de prévention annuels seront établis préalablement aux interventions ; un commun à l'échelle du campus de Cronembourg, et un pour chacun des laboratoires situés sur les campus de l'Esplanade et de Mulhouse.

Avant le démarrage des prestations, un temps d'échange dédié sera consacré à partager les consignes de sécurité et spécificités de chaque laboratoire.

10.5 – Réunions

10.5.1 – Réunions annuelles

Une réunion sera organisée entre le Département Achats et Marchés (DAM), le SPSE et le titulaire au minimum une fois par an. Le SPS et le STL du CNRS seront également en mesure de se joindre à cette réunion annuelle.

De plus, lors de la réunion de suivi annuelle, un plan de progrès sera établi avec le titulaire, fixant des objectifs de réduction de l'empreinte carbone. Ce plan de progrès s'articule sur deux volets :

- Le premier volet est relatif à la consommation d'énergie des sorbonnes ;

- Le second volet est relatif à l'impact environnemental de la prestation en tant que telle.

Il s'agit de fixer des objectifs chaque année à atteindre l'année suivante. C'est pourquoi il sera demandé aux candidats d'indiquer dans leurs offres des pistes d'optimisation à prendre en compte dans le cadre de ce plan de progrès.

10.5.2 – Réunion de mise en place du marché

Une réunion de mise en place du marché sera organisée avant le démarrage des prestations entre le Département Achats et Marchés (DAM), le SPSE, le STL et le titulaire.

10.6 – Production de statistiques

Le titulaire devra être en mesure de produire, à la demande de l'université et au minimum une fois par an, des statistiques relatives aux prestations exécutées dans le cadre du marché et ce, sans frais supplémentaires et dans un délai maximum de 15 jours après la demande.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées en deux étapes dans les conditions suivantes :

- Une vérification de l'intervention du prestataire, de la tenue de l'échange en fin de journée et des moyens utilisés lors du contrôle.
- Une vérification du rapport transmis par le titulaire.

La constatation de l'exécution des prestations est effectuée dans les conditions du CCAG-FCS. Toutefois, par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG-FCS, l'acheteur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification, lesquelles peuvent être effectuées hors présence du titulaire.

Conformément à l'article 28.3 du CCAG-FCS, chaque prestation constitutive du marché fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées dans un délai 30 jours à compter de la réception du rapport transmis par le titulaire, par dérogation aux articles 28.2 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision par la validation ou non du rapport transmis par le titulaire. **La validation du rapport vaut admission des prestations.**

13 - Garantie des prestations

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L421-1, L421-3 et L421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

Toutefois, et par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie technique au sens dudit article.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais d'exécution sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, les pénalités P suivantes :

Objet de la pénalité pour retard	Délai maximum ou date limite	Montant de la pénalité P
Absence du technicien à la date d'intervention convenue	Date d'intervention définie dans le bon de commande	500 € par demi-journée d'absence
Demande de modification du calendrier d'intervention en deçà du délai de prévenance	Délai de prévenance de 30 jours calendaires avant la date du contrôle	20 % du montant du bon de commande
Retard de mise à disposition des documents à fournir à l'issue de la réalisation des prestations	30 jours ouvrés à l'issue de la réalisation des prestations	P = 50 € HT par jour ouvré de retard par rapport
Retard de transmission des statistiques	15 jours ouvrés à compter de la demande de l'administration	P = 50 € HT par jour ouvré de retard

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations (notamment les raisons du retard) dans un délai de 15 jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent.

14.2 Pénalités relatives au pilotage du contrat :

Afin d'assurer le suivi d'exécution de l'accord-cadre, il est exigé qu'un interlocuteur commercial soit identifié par la société dans son offre. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute modification d'interlocuteur. En cas d'absence non remplacée, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 €.

Dans une optique d'amélioration de la performance, une réunion de suivi annuelle aura lieu avec le titulaire. Cette réunion permettra de faire le point sur les prestations exécutées, les difficultés potentielles, le plan de progrès s'agissant des considérations environnementales. En cas d'absence de l'interlocuteur à cette réunion annuelle, le titulaire encourt une pénalité de 100 €.

14.3 – Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation

- 50 € par jour ouvré de retard si l'interlocuteur désigné par le titulaire pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale
- 50 € par jours ouvré de retard, si après demande de l'Unistra, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.

14.4 – Pénalités en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € HT par manquement constaté. A noter que les parties devront coopérer pour parvenir à une remise en conformité, en accord avec le responsable du traitement. Si le manquement perdure, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG-FCS.

14.5 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.6 Exonération et plafond des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné, pour chaque bon de commande, à 30% du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 € pour l'ensemble du marché à l'exception des pénalités relative au plan de progrès (qui sont applicables dès le premier euro).

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- le numéro des polices ;
- les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS et il est précisé que l'acheteur pourra faire application d'une exécution aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du contrat prononcée aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Les parties tentent de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat.

Le cas échéant, les parties conviennent de saisir l'organe chargé des procédures de médiation désigné ci-après, avant toute procédure judiciaire, sauf conservatoire.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourgq.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr . Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Nancy

Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 65. Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr . Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

18 – Clauses complémentaires

18.1 – Clause de réexamen

En complément des articles 24 et 25 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes s'appliquent : en cas de circonstances imprévisibles (guerre, épidémie ou pandémie, catastrophe naturelle ou crise économique majeure...), le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- de suspendre et/ou annuler tout ou partie des prestations objet du marché
- de modifier les modalités d'exécution des prestations du marché
- d'intégrer au marché de nouveaux besoins liés à la crise sanitaire.

Ces dispositions sont applicables non seulement lorsqu'elles sont la conséquence des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de la gestion de la situation exceptionnelle (mesures de confinement, fermeture de bâtiments ...) mais aussi dès lors que des mesures sont mises en œuvre par l'université en vue de limiter voire de prévenir la propagation de la situation de crise.

Toute modification fait l'objet d'une décision notifiée au titulaire et sera formalisée par avenant. Néanmoins, en cas de fermeture des bâtiments, la modification de l'adresse de livraison mentionnée sur le bon de commande reste possible sans formalisation par avenant.

Sauf dispositions réglementaires et législatives spécifiques, les stipulations suivantes s'appliquent.

En cas d'annulation d'un bon de commande voire de résiliation du marché du fait de la situation exceptionnelle, le titulaire ne pourra prétendre qu'à la seule indemnisation des dépenses qu'il aura dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées. Le cas échéant, le titulaire devra apporter la preuve de la dépense et en justifier le montant.

18.2 – Défaillance du titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

18.3 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail – Protection de l'environnement

Le titulaire a l'obligation de respecter les dispositions réglementaires et légales françaises relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre du présent contrat et relatives aux domaines précités ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire. Ce dernier est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect sur simple demande du pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution de contrat et pendant toute sa durée.

18.4 – Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'administration contractante par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

18.5- Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement.

18.6 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent contrat

Le transfert du contrat à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit informer le département achats et marchés de l'université (dam@unistra.fr) dans les plus brefs délais de ce changement et produire les documents et renseignements utiles concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du présent contrat par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

18.7 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les parties s'engagent à collecter et à traiter toute donnée à caractère personnel en conformité avec toute réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données, et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD).

18.8 – Production de statistiques

Le titulaire s'engage à fournir des statistiques de consommation, conformément à l'article 3.2 du CCTP.

18.9 – Clause séparatisme

L'article 1er de la loi du 24 août 2021 impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, que cette exécution soit confiée directement par la loi, le règlement ou par l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Le titulaire du présent contrat, pour autant qu'il lui confie l'exécution d'un service public, doit s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il veille à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces mêmes obligations (par exemple un sous-traitant ou un sous-concessionnaire).

Le respect de ces principes sera contrôlé par tout agent et/ou usager qui signalera à l'acheteur les manquements constatés.

Le cas échéant, une mise en demeure sera adressée au titulaire qui devra prendre toutes mesures adaptées (avertissement, remplacement du personnel...) pour faire cesser les manquements constatés sans délai.

Par dérogation au 41.1 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute du titulaire pourra être envisagée si le manquement venait à persister.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.4 du CCAP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.3 du CCAP déroge aux articles 6.2 et 7.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.9 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services